

# Les masses sont-elles passives ? Gardons-nous de juger sur des apparences

L'arrive trop souvent, même chez ceux que le grand problème des rapports entre les hommes jette dans la mêlée, même chez les anarchistes, qu'on ne sache résister au découragement facile ou à l'enthousiasme irréflecti. Les deux aspects se tiennent. Et c'est souvent parce qu'on s'est forgé des illusions, parce qu'on s'est laissé aller à l'emballement — c'est tonique, il faut l'avouer — que le moindre revers, les petites difficultés, le manque d'intérêt des masses pour ce que nous leur proposons (peut-être pas très heureusement) nous jettent dans l'amertume, la critique, le mépris même des hommes qui semblent ne pas nous apprécier. Nous ressemblons trop, souvent, à ces inventeurs dérisoires de concours Lépine qui s'agrippaient après quelques années d'efforts vains, criant au génie méconnu !

Ce 5<sup>e</sup> Congrès de la Fédération Anarchiste vient, heureusement, de mettre un terme à ces jeux dangereux qui peuvent aller de prédictions et d'appel quasi démagogiques à la désespérance. Et c'est après une longue discussion, une sérieuse analyse de la situation que le Congrès unanime s'est prononcé à propos de ce qu'on appelle « l'apathie des masses ». On lira par ailleurs le texte de la résolution.

Ce qu'il nous faut éviter, c'est de crier victoire ou d'annoncer périodiquement l'approche de la Révolution sociale à propos d'une grève victorieuse ou d'un mouvement de rue spontané. Mais c'est aussi, c'est surtout, en notre époque de léthargie sociale, d'accuser les masses populaires d'impuissance, de leur reprocher des défauts auxquels nous n'échappons pas toujours. Quelques-uns des nôtres qui ne manquent pas une occasion de se lamenter sur l'apathie populaire ne sont pas toujours présents dans nos meetings !

Il ne s'agit pas de tomber dans le messianisme, dans l'idolâtrie de la classe ouvrière, dans un ouvrierisme béat considérant les prolétaires comme des êtres exceptionnels, parés de toutes les vertus, capables de toutes les initiatives : tomber dans ces excès, ce serait encore se créer et créer des illusions aujourd'hui pour tomber demain, à la lumière des faits dans les abandons. Mais il est bien certain que si nous n'accordons pas une certaine confiance aux masses populaires, il ne nous reste plus que deux issues : un individualisme confinant au débrouillage individuel ou l'adhésion à une doctrine autoritaire quelconque.

Continuer à être anarchiste, révolutionnaire, c'est donc être profondément convaincu des facultés de combat et d'organisation des peuples. C'est refuser les sursauts : individus ou groupes. C'est considérer que les initiatives, les dévouements, les valeurs des militants et des minorités agissantes ne peuvent être efficaces que lorsqu'ils rencontrent la puissance et la volonté des masses, lorsqu'ils se fondent en elles. Ce n'est pas mésestimer les hommes qui luttent à l'avant-garde — nous pensons au contraire à la nécessité du mouvement anarchiste — mais c'est considérer que si les masses trouvent rarement leur chemin en l'absence d'un mouvement organisé montrant la voie, il n'en est pas moins nécessaire que ces masses recèdent un potentiel extraordinaire, qu'elles soient un creuset où se forment les puissances libératrices.

Ce n'est plus pour nous, aujourd'hui, une question de foi ou d'espoir ou de théorie, mais en quelque sorte une certitude expérimentale. Paradoxe que d'affirmer la certitude des possibilités des masses alors que tout semble faire conclure à leur léthargie ?

Il faut, tout simplement, percer les apparences, accéder aux réalités sous-jacentes.

L'indifférence de surface et le découragement momentané ne font que masquer la volonté de transformer le monde. La victoire des travailleurs d'Alsace-Moselle après un mois de grève sans défection, la défaite de ceux de chez Michelin après dix semaines de grève, et il n'y a pas si longtemps le beau combat ouvrier mené à Angers par nos camarades, ce sont là des faits qui nous interdisent le découragement.

Les témoignages les plus récents sur la Russie, ceux d'ouvriers comme Cilla (1) et Jean Rouault (2), nous apportent la certitude d'une résistance, d'un refus, d'un cheminement révolutionnaire souterrain dans l'âme des peuples soumis à Staline. Il faut penser aussi aux soulèvements des peuples coloniaux, aux grèves « sauvages » de Grande-Bretagne, aux occupations des terres par les paysans d'Italie.

(1) Au pays du mensonge déconcentrant — Sibérie.  
(2) Mon ami Vassia.  
(Suite page 2, col. 6.)

# LE LIBERTAIRE

## ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-cinquième année. — N° 233  
VENDREDI 16 JUIN 1950  
LE NUMERO : 10 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

« INTERNATIONALE  
ANARCHISTE »

## Elections à la Sécurité Sociale La situation syndicale est-elle clarifiée ?

### Que représente encore le « Parti » ?

**N**OUS connaissons maintenant le résultat des élections à la Sécurité Sociale, mais le jugement exprimé la semaine dernière dans l'article « La Sécurité Sociale : un édifice à rebâtir » ne s'est pas modifié. Le « Libertaire » écrivait en effet : « Dans les conditions présentes quelle que soit la liste pour laquelle vous votez, les résultats seront médiocres, il nous faut rebâtir la Sécurité Sociale ».

Cependant, ce scrutin est venu éclaircir quelques points, que nous présentons à nos lecteurs.

Nous devons, dès l'abord, constater que les travailleurs se sont à peu près totalement désintéressés de l'aspect gestionnaire du problème.

Gérer sagement un budget de 500 milliards, combler un déficit de 150 milliards (30 %), instaurer une médecine gratuite (si on le désire), dont le coût s'élèverait à 115 milliards, n'est pas une mince affaire.

La Sécurité Sociale aurait besoin d'administrateurs intègres, compétents, et pouvant rendre compte périodiquement à leurs électeurs de la façon dont ils gèrent les fonds à eux confiés.

Or, les élus sont pour la plupart des inconnus, si ce n'est quelques vedettes du genre Henri Raynaud. Nous nous pencherons donc sur l'aspect « politique » du résultat des élections à la S.S.

La C. G. T. vient en tête des organisations syndicales. Mais ne possédant pas la majorité absolue, elle ne fera plus la loi. Avec ses quarante-cinq pour cent de suffrages, M. Henri Raynaud, secrétaire confédéral, peut se féliciter du succès électoral, cuisant échec pour le gouvernement, les diviseurs, et ceux qui ont voulu contester le caractère éminemment représentatif de notre

central. Mais M. Raynaud ne sait pas plus compter qu'il ne sait réfléchir. Il ne s'est pas aperçu que 30 % des salariés s'étaient abstenus. Que de ce fait, la C. G. T. ne représentait plus que 32 % des travailleurs.

Il n'a pas davantage remarqué que la C. G. T. (lire le P. C. F.), si elle gagne des voix aux élections familiales, en perd chez les jeunes. Ce qui signifie un embourgeoisement du « Parti », dont la jeunesse se désintéresse de plus en plus.

Et il n'a pas pensé que les élections à la Sécurité Sociale n'étaient pas des élections générales. Que si dans le

pays il y a des commerçants, des intellectuels, des patrons, des parasites représentant une traditionnelle opposition aux partis de gauche, il s'agit ici d'élections au sein de la classe ouvrière. De cette classe ouvrière que le « Parti » représente (C. G. T. = « Parti », évidemment), dont il est l'« aile marchante », le guide « clairvoyant ». Ainsi, le « Parti du prolétariat » groupe derrière lui un tiers du prolétariat à peine. On peut alors poser la question à M. Raynaud : « Que représente maintenant votre parti ? ».

La C. F. T. C. vient en second lieu avec 23,9 % des suffrages. Elle a perdu 9 % sur le scrutin de 1947. Son recul est causé vraisemblablement parce qu'elle n'est plus la seule centrale anticégétiste. Elle a maintenant une rivale en F. O.

En cette F. O. qui vient avec ses 19 pour cent de voix, de subir un cuisant échec, qui n'a pas réussi à grouper derrière elle tous les syndicalistes anticommunistes et scissionnistes. Et dont les efforts de dernière heure pour ce regroupement seront certainement vains.

La C. G. T. trouvera-t-elle devant elle à la Sécurité Sociale un front anticommuniste homogène ? C'est ce que souhaite « l'Aurore » qui écrit : « Pas une seule caisse ne doit rester aux communistes. On nous objectera qu'ils ont totalisé un nombre de suffrages important. N'ont-ils pas droit comme tout le monde à leur part de gestion, d'autorité, de responsabilité ? Nous répondons nettement non. Non, parce que les communistes ne sont pas des gens comme tout le monde ».

Le regroupement anticommuniste s'effectuera-t-il ? Ou les intérêts particuliers de chaque centrale s'affronteront-ils comme dans le passé. L'avenir nous le dira. Toujours est-il que là, comme dans la politique ordinaire, les calculs, les conflits d'intérêt, les regroupements, apparaissent. Placée sous le signe du communisme ou de l'anticommunisme, la gestion de la Sécurité Sociale sera-

t-elle assurée correctement ? Nous ne le pensons pas. Et l'hostilité de nombreux anarchistes pour ce vote, diffèrent des autres pourtant, devient alors plus compréhensible.

Les Mutualistes sont eux très nettement en progrès. Pourquoi ? Nous pensons que cela indique tout d'abord qu'une fraction de la classe ouvrière s'est détournée des syndicats, qu'elle cherche ailleurs. Qu'un élément de nostalgie du passé entre dans cette prise de position, c'est indubitable. Comment en serait-il autrement, alors que tous les assurés souffrent de la paperasserie, de la bureaucratie dans la S. S., et comparant avec l'indépendance relative des anciennes mutuelles, où l'Etat ne fourrait pas son nez à chaque instant. Mais nous pensons que la libération mutualiste n'est pas une solution. Qu'il faut voir plus loin. Quand les travailleurs se décideront-ils à rebâtir la S. S., à rebâtir la société en dehors de toutes ces combines électorales, en dehors de ce « parti du prolétariat » qui s'effondre d'ailleurs ? Nous ne le savons pas. Mais ce jour-là nous serons prêts.

Henri MAY.

\*

Le chiffre des abstentions à Paris (30 %) est relativement faible en raison du caractère presque obligatoire du vote qui a eu lieu : le patron accordait 2 heures de congé à ses ouvriers pour aller voter. En province, 50 % d'abstentions, en certains endroits.

Les résultats analysés sont ceux du collège des salariés. En ce qui concerne le collège patronal, 90 % des voix se sont portées sur l'Union nationale interprofessionnelle, éliminant par la même occasion la liste communiste.

## Au Quartier Latin : FRERES DE CLASSE

**L**E vendredi 9 juin, titistes et stalinien en sont venus aux mains, au cours d'un meeting à la salle des Sociétés Savantes. Le samedi 20 mai, déjà, une centaine de stalinien étaient venus troubler une réunion organisée par le C.N.I. E.B.J.Y. (1). Quelques heures plus

tard, un membre de ce comité était rossé sur le boulevard Saint-Michel. Le jeudi 8 juin paraissait dans l'*Humanité*, sur trois colonnes, un appel aux républicains dans le but d'empêcher le meeting prévu pour le 9. Ce jour-là, deuxième appel dans l'*Humanité*, dans *Franc-Tireur* et *Combat*, par contre, des communistes (payants) demandaient aux démocrates de défendre ce meeting. Dans l'après-midi, des milliers de tracts de l'un et de l'autre camp furent distribués.

A 20 h. 20, le théâtre des opérations présentait l'aspect suivant : dans la salle, à part les « officiels » à la tribune, se trouvaient le P.C.I. presque au grand complet (2), un adhérent des « Amis de la Nature », et quelques observateurs anarchistes. Dehors, une brigade stalinienne d'environ 200 membres et 750 « gardiens de la paix », sans compter les photographes et les reporters de plusieurs journaux, le « Lib » y compris.

A 20 h. 25, charge stalinienne. Les flics foncent. La salle se barricade. Mêlée générale à coups de chaises et de vitres, et aussi de matraques. Résultat : des jeunes ensanglantés de

(1) Comité National d'Initiative pour l'Envoi des Brigades de Jeunes en Yougoslavie.

(2) Voir « Bilan Provisoire » dans les *Temps Modernes* de juin.

(Suite page 2, col. 4.)

## L'essor de la dictature stalinienne

**C**OMMENT expliquer la solidité de la dictature stalinienne si non par les mêmes raisons qui font que les régimes capitalistes sont viables, que les régimes de domination et d'exploitation se maintiennent non seulement en s'appuyant sur l'appareil policier et militaire, mais en bénéficiant aussi de l'obéissance naturelle, faite de routine historique et de l'énorme stratification des couches sociales, créatrices de mentalités différenciées.

L'année 1928 marque la voie des plans quinquennaux. La population croissante exigeait de nouvelles ressources. La distribution entre la ville et le village était bureaucratique, et

le chaos, le désordre en résultaient. Les régions se concurrençaient entre elles pour écouler les mêmes produits. Le mot d'ordre, au point de vue économique, était : « Aucun recours au capital étranger ». Au point de vue social : « Donner une base ouvrière au régime aux dépens de la paysannerie ». Et les dirigeants raisonnaient en stratèges dans tous les domaines. Dénué de cécité, vulnérable à un blocus maritime en temps de guerre, l'U.R.S.S. devait être industrialisée très rapidement de manière à posséder en cas de conflit, sur place, toutes les ressources nécessaires. Les convoits du Japon sur l'Extrême-Orient, de l'Allemagne sur l'Ukraine et le Caucase, la course aux matières premières des capitalistes rivaux allaient donner aux dirigeants les motifs psychologiques d'une politique économique draconienne. Un capital abondant allait naître par le maintien de conditions de vie très basses, accumulation rapide sans égard aux souffrances matérielles causées.

Le Dnieprostroï fut construit selon les plans de Hugh L. Cooper, le Magnitostroï élevé par une société américaine d'Ohio, la fabrique de tracteurs de Stalingrad installée d'après les directives de l'ingénieur américain John Calder de Détroit.

Au chômage allaient se substituer le surmenage, le gaspillage de l'effort.

La population féminine est, on le sait, beaucoup plus nombreuse que la population mâle : les femmes allaient donc être largement utilisées, dans l'industrie, dans la métallurgie, dans les mines, les salaires bas jetant toute la famille sur le marché du travail avec toutes les caractéristiques de la première et terrible phase d'industrialisation du XIX<sup>e</sup> siècle en Europe.

La propagande aiguillonnait les esprits, les jeunes surtout, vers les « batailles » et « les victoires de la production » termes que tous les régimes

totalitaires emploient pour galvaniser leurs populations avec l'enthousiasme qui permet de tenir malgré de dures souffrances. La littérature répétait que la génération actuelle est sacrifiée aux suivantes et la capacité de souffrir du peuple, produit du régime des papes pendant des siècles, a par ce côté puissamment servi la bolchevisation. Cet effort économique acquis grâce aux sacrifices du quart de la population active, grâce aussi au travail pénal particulièrement abondant, devait faire en 1938 de l'U.R.S.S. l'une des plus grandes puissances économiques du monde. La guerre a anéanti les progrès des plans quinquennaux mais consolidé le régime qui s'identifie à la victoire. Derrière son rideau de fer, la Russie stalinienne regarde l'immense Asie, son espace vital idéologique.

VADOT.

## Notre conférence de presse

Le jeudi 8 juin, à 17 heures, le Comité National issu du récent congrès, avait convié la presse au compte rendu des positions adoptées par la F.A. sur les problèmes de l'action ouvrière et de la paix. La grande presse parisienne (*Franc-Tireur*, *Le Monde*, *Le Parisien Libéré*, *Combat*, etc.), a d'ailleurs informé ses lecteurs, plus ou moins objectivement, il faut le dire, du déroulement de notre conférence.

Pontaine, notre nouveau secrétaire général, a situé la Fédération Anarchiste, par rapport au Mouvement Libertaire, en général, dans sa perspective historique. Il a démontré que restant fidèle à nos origines et à notre condition, le mouvement anarchiste avait adopté à son congrès une attitude « d'efficacité et de réalisme ». Zinopoulos, notre spécialiste des questions « économiques », traita

de la conjoncture économique et définit clairement nos thèses quant au destin du capitalisme.

Lanen, secrétaire à la Propagande, exposa les différentes méthodes, à la disposition des prolétaires, pour mener à bien la lutte révolutionnaire pour l'édification d'une société plus humaine.

Devançon, secrétaire à l'Education, expliqua notre position sur le problème de la paix, en général, sur l'appel de Stockholm, l'objection de conscience et l'appel de Paris en particulier. Il délimita le cadre du problème de l'action directe contre la guerre.

« La question yougoslave fut également soulevée, et résumée, sans ambiguïté possible.

Finalement quelques questions furent posées, sur quoi la séance fut levée par le Président Serge Ninn, secrétaire général sortant.

## ATTENTION !

Pendant les vacances  
le « LIBERTAIRE »  
ne paraîtra que tous les 15 jours

Comme les années précédentes, la période des vacances, apportant une certaine perturbation financière qui découle des difficultés de distribution, nous avons envisagé de paraître tous les quinze jours. Le prochain numéro paraîtra donc le 30 juin. A la rentrée, notre journal reprendra sa parution normale.

LE COMITE NATIONAL.

REDACTION-ADMINISTRATION  
Robert JOULIN 145, Quai de Valmy  
Paris-10<sup>e</sup> C.C.P. 5561-76  
FRANCE-COLONIES  
1 AN : 500 FR. — 6 MOIS : 250 FR.  
AUTRES PAYS  
1 AN : 750 FR. — 6 MOIS : 375 FR.  
Four changement d'adresse, joindre  
25 francs et la dernière bande



## LES RÉFLEXES DU PASSANT



## MŒURS

et de provoquer un balancement fessier du plus gracieux effet. Maurice Rostand a été sollicité pour assurer la direction de cet établissement. Les inspecteurs ainsi formés pourront facilement passer pour ce qu'ils ne sont pas, s'introduire dans des milieux hermétiques, démasquer les amoureux transis. Cette équipe de Mata-Hari en caleçons longs arrive en son temps. Place à la virilité ! La diplomatie totale l'exige. L'heure est grave et la patrie a besoin d'enfants. Pas de pitié pour les vieux. Si Truman avait des mœurs, comme on dit, vous vous rendez compte ! Un jour on risquerait de le retrouver sur les genoux de Staline !

Il est temps que cesse ce scandale et que le pédéraste soit bel et bien enfermé dans un camp de concentration. Ainsi que l'avait fait Hitler. Et pour que vive la liberté !

OLIVE.

Aussi longtemps qu'ils conservent à mon égard une neutralité absolue, je n'éprouve aucune animosité particulière contre les pédérastes. Je les considère comme des amoureux innocents et je pense même qu'ils sont moins dangereux pour la société que les « mères héroïques » de 12 enfants. En bien ! mon opinion est fautive, elle est basée sur une méconnaissance totale de cette grave question. C'est ce que vient de m'apprendre indirectement le Sénat américain pour qui l'homosexualité risque de saper les bases mêmes de la défense américaine. Et 25.000 dollars ont été affectés à la détection de ceux qui cultivent le sexe fort comme d'autres cultivent des géraniums en pot. D'après les premières statistiques, 3.750 fonctionnaires seraient atteints de ce mal, plus un repent et un hésitant (sic) !

Or on nous affirme que ces messieurs sont, de par leur nature même, facilement perméables à certaines sollicitations communistes, et qu'ainsi des secrets risquent d'être dévoilés.

On a, en effet, la certitude que des pédérastes stakhanovistes pullulent parmi le personnel de l'ambassade soviétique et que des alliances russo-américaines très particulières risquent de compromettre l'avenir atomique en préparation aux U.S.A.

Des mesures d'urgence s'imposent et c'est pourquoi tout fonctionnaire soupçonné de tromper sa femme avec son collègue ou le garçon de bureau sera immédiatement révoqué. Une école spéciale va être créée où des limiers triés sur le volet recevront une instruction susceptible d'acquiescer leur démarche

## LA DISSOLUTION DE LA CHAMBRE DES MÉTIERS DE LA SEINE

Par un arrêté en date du 18 mai 1950, publié au *Journal Officiel* du 20 mai, le ministre du Commerce et de l'Industrie a prononcé la dissolution de la Chambre des Métiers de la Seine, ceci sur la proposition de M. Marcellin, secrétaire d'Etat.

De ce fait, le bureau de cette Chambre des Métiers, composé de 72 membres, régulièrement investis par la majorité lors du scrutin du 27 novembre 1949, se trouve relevé des fonctions qu'il avait confiées les artisans de la Seine, et ceci par un simple décret, dont le texte ne comporte aucune explication.

Cette décision, quelque peu arbitraire en elle-même, fut largement diffusée par la presse et la radio : d'après un communiqué tendancieux de l'agence France-Presse — sous les titres « scandale » — « Détournement de fonds à la Chambre des Métiers » — « 40 millions dilapidés », etc.

Or, la vérification de la comptabilité a démontré que les fonds « dilapidés » avaient été employés :

1° à la création d'un centre médico-social ;

2° à l'achat et à l'équipement de dix chalets, transformés en colonies

de vacances pour les enfants des artisans ;

3° à l'achat d'une propriété à 45 km. de Paris, transformée en maison de repos et de retraite pour les vieux artisans.

Pour nous, cette dissolution n'a rien d'étonnant, car dans cet organisme, les compagnons sont largement représentés et s'occupent activement :

1° de la défense de l'apprentissage et de la formation professionnelle, alors que le gouvernement réduit les crédits de l'enseignement technique et ferme les centres ;

2° des problèmes sociaux — considérant notamment que les 45.000 fr. de retraite annuelle, accordés aux vieux, ne leur permettent que la misère ou... l'hospice.

Il est bien évident qu'un tel organisme ayant quelque prétention quant à sa gestion directe, soit jugé encombrant par le gouvernement.

A titre de mémoire, rappelons que la première dissolution de la Chambre des Métiers des Artisans fut prononcée le 12 mars 1941 par... le gouvernement de Vichy...

Michel D.

## Fédération Anarchiste La Vie des Groupes

**1<sup>re</sup> REGION**  
LILLE. — Pour le service de librairie, s'adresser à Laureys G., 80, rue Franco-Ferré, à Fives-Lille (Nord).

**2<sup>e</sup> REGION**  
Assemblée générale de tous les militants le samedi 24 juin, à 14 heures 30, Café Le Pavillon, 65, bd de la Villette.

PARIS (18<sup>e</sup>) Groupe libertaire Louise-Michel. — Jeudi 15 juin à 20 h. Réunion de tous les militants 7, rue de Tréguier. Présence indispensable.

PARIS-18<sup>e</sup> (Michèle Bakouline). — Renseignements et adhésions, écrire à R. Joulin, 75, rue du Poteau, Paris-18<sup>e</sup>.

PARIS-19<sup>e</sup> (Cam. Bernier). — Réunion de tous les militants le vendredi 16 juin 1950, à 21 heures. Local habituel.

ARGENTEUIL. — Réunion du groupe dimanche matin 18 juin à 10 heures salle de la « Pensée Humaine », 42, rue de Paradis. Compte rendu du Congrès.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE, BOUGIVAL ET ENVIRONS. — Sympathisants désirant adhérer au groupe P.A. sont invités à écrire à R. Cardé, 5, quai Boissy-d'Anglas, Bougival (S.-et-O.), en vue d'accentuer notre action dans cette région.

**3<sup>e</sup> REGION**  
Pour tout ce qui concerne la 3<sup>e</sup> Région, s'adresser à S. secrétaire-trésorier : Quéré Louis, 2, rue aux Ours, Metz (Moselle). C.C.P. 650-99. Délégue à la propagande : Lermiller Maurice, 29, rue Joffre à Clouange, par Remilly (Moselle).

**5<sup>e</sup> REGION**  
MACON. — Groupe Germinal. Nous informons tous les militants, sympathisants du Mouvement libertaire, que le groupe a repris son activité. Les camarades désirant participer à son action sont priés de s'adresser à Chanroux Marcel, à Pierreclos (Saône-et-Loire).

**8<sup>e</sup> REGION**  
LYON-CENTRE. — Samedi 17 juin, permanence au siège, Café du Bon-Accueil, 71, rue de Bonnel.

**10<sup>e</sup> REGION**  
TOULOUSE. — Réunion du groupe, les 20, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> de vendredi du mois, au Café des Sports, boulevard de Strasbourg. — Un service de librairie se tient tous les dimanches matin, rue du Taur, marché Saint-Sernin.

## RÉUNIONS PUBLIQUES ET CONTRADICTOIRES

**PARIS V<sup>e</sup>**  
SACCO ET VANZETTI  
Palais de la Mutualité  
Vendredi 16 juin à 20 h. 30  
Economie de guerre ou économie de paix  
Orateur : ZINOPOULOS

**PARIS-XVIII<sup>e</sup>**  
(Louise Michel)  
jeudi 22 juin 1950, à 20 h. 45  
Salle de l'Olympia, 20, rue Léon  
Métro : Château-Rouge, Barbès,  
Marcadet — Poissonniers

**Anarchisme 1950. Réponses !**  
par Charles-Auguste Bontempis,  
l'auteur de « Démocratie devant  
l'auto-rite ».

**MONTREUIL-BAGNOLET**  
le mercredi 21 juin, à 20 h. 45, Salle  
du Grand Cerf, 171, rue de Paris,  
Montreuil. — Métro : Robespierre

**Histoire du Socialisme**  
par le camarade Zinopoulos

**8<sup>e</sup> REGION**  
LYON  
Samedi 1<sup>er</sup> juillet, à 16 heures  
Café du Bon Accueil, 71, r. Bonnel

**Interdiction  
de la bombe atomique ou  
interdiction de la guerre**  
Orateur : LAVOREL

**ALGER**  
Mouvement Libertaire Nord-Africain  
Dimanche 25 juin, à 9 h. 30  
Salle de l'Université Populaire  
Angle rues Tancrède et Négrier

**Colonialisme, Nationalisme  
et Anarchisme**  
par G. Martin

## TUBERCULOSE ET GUERISSEURS

Il ne s'écoule guère de temps sans qu'une certaine presse ne nous annonce que la « Tuberculose est vaincue » et vienne de ce fait jeter le trouble et l'émotion parmi les tuberculeux. L'on ne saurait trop mettre en garde ces derniers contre de telles allégations et l'on ne peut que s'élever contre ces campagnes.

Cette publicité constitue la ressource principale des journaux populaires. Et quand on pense que la majorité des personnes touchées sont des malheureux atteints de maux chroniques et souvent incurables, on se demande si la liberté de la presse peut aller jusqu'à se faire le complice de gros escrocs. Et le parquet est souvent paralysé dans son action. Car les grands quotidiens sont liés à ces voleurs par des traités de publicité tellement avantageux qu'ils sont portés à les soutenir.

Il n'y a rien de changé, bien au contraire, depuis la date (1925) où le docteur Toulouse écrivait cela.

Rappelons que, avant 1939, le montant total des contrats passés par l'Agence Havas était de l'ordre de 50 millions par an.

En parcourant la presse de ces quarante dernières années, on serait stupéfait du nombre de « panacées » guérissant la tuberculose.

Le procédé pour lancer une affaire est toujours le même.

Il est question de milliers de malades abandonnés par la médecine officielle, et guéris miraculeusement.

« La médecine officielle, qui vit largement de la tuberculose, n'a aucun intérêt à guérir la tuberculose, etc., etc. »

Il n'existe aucun traitement spécifique de la tuberculose, ce qui explique le nombre sans cesse grandissant de charlatans.

Est-ce à dire que le corps médical refuse d'expérimenter les traitements nouveaux ? Non !

Car tous ceux qui s'appuyaient sur une base scientifique, et d'autres plus fantaisistes, ont été mis à l'épreuve.

Pour quels résultats ? Nous allons le voir : en prenant comme exemple trois cas de soi-disant guérisseurs de la tuberculose.

## FRIEDMANN OU B.T.M.

(Vaccin de tortue de mer)  
« Extrait d'un rapport de la 7<sup>e</sup> Chambre civile du Tribunal de Berlin, Mars 1936. »

« Les malades sont alertés par la propagande, on les englobe dans les ligues nouvellement fondées, la firme qui prépare le vaccin, dominée par FRIEDMANN, finance le tout, et donne des conseils. D'autre part, la presque totalité de la science allemande, après des essais réitérés, rejette le remède comme inefficace. L'auteur, lui, ne publie pas des observations sans aucune date dans l'ordre chronologique. »

« Etant donné cette situation, les défenseurs pouvaient avoir la conviction qu'un tel remède ne doit pas, pour des motifs d'ordre médical, être employé. »

BIER (Berlin), n'a pu se convaincre de l'effet curatif du remède. En 1912, il a mis sa clinique à la disposition de Friedmann, pour essais.

Friedmann n'a pu lui montrer aucun cas de guérison. Récemment, Friedmann lui-même a choisi cinq cas de tuberculose légère et les a traités. L'examen ultérieur de quatre de ces cas montre que trois étaient très aggravés, un non amélioré.

« Comme moyen curatif de la tuberculose chirurgicale, le remède n'est pas à comparer avec les autres. »

A deux reprises, la Fédération Nationale des Blessés du Poudon, dans l'intérêt de ses adhérents, et pour ne pas priver ceux-ci d'une médication antituberculeuse possible, invita Friedmann à venir donner ses soins.

Le bien fondé de ses allégations. La première fois, sous l'impulsion de Calmette et Léon Bernard (1931), la seconde au moment de l'intervention à ce sujet du ministre de la Santé publique E. Lafont (1937), mais Friedmann ne répondit pas à leurs appels.

MARBAIS (OU VACCIN R.L.)

Rapport clinique présenté par la commission de thérapeutiques, concernant 71 malades traités par le vaccin R.L. de Marbais.

« Si l'on groupe l'ensemble des constatations effectuées chez chaque sujet traité avant et après le traitement par le vaccin, il apparaît que sur l'ensemble des malades on relève : Vingt-cinq cas avec aggravation (dont cinq très graves), un décès et une aggravation chez une malade guérie auparavant, quarante cas où l'état est resté stationnaire. »

« Six cas où l'on relève une amélioration plus ou moins nette, mais très relative dans trois de ces cas où il y a persistance de B. K. après le traitement. »

DORE OU S.P.P.

(sérum physiologique polyvalent)

Expérience faite sur 400 malades du sanatorium de Champrosay. Communication du docteur Dore à l'Académie de Médecine.

« Nous avons observé récemment onze cas d'albuminurie chez les tuberculeux pulmonaires du sanatorium de Champrosay. »

« Toutes ces albuminuries ont été décelées en mai ou juin 1946, chez des malades qui ont absorbé (en dehors de toute prescription médicale, mais sous la direction d'un guérisseur) une prétendue médication dont la renommée d'abord localisée à Bagnolet, s'est étendue à toute la région parisienne, puis bien au delà : c'est ainsi que nous avons reçu à ce sujet une lettre collective de malades résidant en Suisse. »

« Nous pensons également qu'il est regrettable que ce produit toxique ait pu être largement diffusé — parmi la population civile et hospitalière — comme ayant une action certaine dans la tuberculose pulmonaire, alors que cette action est nulle, comme nous

avons pu le constater chez plus de quatre cents malades. »

Signalons l'intervention à la Chambre de M. Prigent, ministre de la Santé publique, déplorant les nombreuses morts dues à Dore.

« (Journal des Débats, juillet 1947.) Non seulement les trois produits dont nous venons de parler, n'ont pas été interdits, mais continuent à être vendus clandestinement. »

Chaque année, le tuberculeux paie un lourd tribut au charlatanisme.

Paut-il rappeler que la plupart des médecins de sanatoria sont en grande partie tuberculeux, qu'ils sont eux aussi porteurs de pneumothorax et ont parfois subi la thoracoplastie.

Les « guérisseurs » n'ignorent pas que non seulement leur spécialité n'aura aucune action sur le mal qui ronge leur client (qu'ils empêchent ainsi de se soigner autrement) mais, encore parce qu'ils savent que pendant que ce malade absorbera leur drogue, la maladie suivra son cours ascendant, que l'intervention retardée du praticien honnête et compétent aura pour résultat l'aggravation de la maladie, aggravation contre laquelle la science sera alors impuissante.

L'ordonne, pour conclure, qu'être d'accord avec Marcel Boll : « Pour remédier à la vénalité et à la simplicité d'esprit de tant de journalistes, ce sont les éducateurs et les médecins qui doivent prendre la tête d'une campagne contre l'obscurantisme sous toutes ses formes (escroqueries et autres) : les éducateurs, pour anéantir un scandale qui compromet un demi-siècle d'instruction objective ; les médecins, pour défendre les malades contre eux-mêmes, trop portés à se soumettre à des traitements extravagants, toujours nocifs et parfois mortels, que les illuminés et les charlatans peuvent prescrire sans aucune crainte d'être inquiétés. »

JEAN-LAMBERT.

## Gardons-nous de juger sur des apparences

(Suite de la première page)

A travers leurs luttes, même partielles, même défectueuses ou mal orientées, les masses populaires manifestent d'immenses réserves d'énergie.

Nous ne devons donc pas prendre la partie pour le tout, le sommeil pour la mort. Même sous les fascismes, subis ou acceptés, l'espoir couve, les soulèvements de demain germent lentement.

Bien sûr, dans les périodes comme celle que nous vivons, présentement en France, la situation peut être exploitée par un meneur, le dégoût de la médiocrité, la nostalgie de la grandeur, la volonté confuse d'en sortir, les colères relouées constituent une force qu'un fascisme peut canaliser.

A nous qui gardons notre lucidité, même au creux de la vague, d'être présents, actifs, et de préparer le flux à venir. A nous de trouver le chemin des masses par notre réalisme, notre sérieux, notre énergie.

Notre travail doit être fait de patience, notre force de persévérance.

Il nous faut à la fois garder la tête froide et le cœur passionné.



## UN COMBLE :

## La S.N.C.F. réduit ses recettes

Sur toutes les Régions de la S.N.C.F., il existe un train rapide spécial, ou une automotrice rapide, de 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> classes, ou seulement de l'une de ces classes. Pour y accéder, il fallait, jusqu'en 1<sup>er</sup> juin 1950, acquitter un supplément assez élevé et le prix de la location. Supplément et location étaient obligatoires. Ces deux taxes étaient perçues jusqu'à l'ultime minute du départ. Ces trains ou automotrices sont dénommés trains « drapeau ». La clientèle qui les utilise est composée, évidemment, d'industriels ou de gros commerçants à qui la rapidité et le confort de ces trains facilitent les déplacements, et qui ont les moyens de s'offrir ce luxe.

Depuis le 1<sup>er</sup> juin, la taxe de location : 40 francs, est supprimée dans les dernières heures précédant le départ.

Sur la Région Sud-Ouest, par exemple, le « train drapeau » part à 18 h. A partir de midi, seul le supplément est perçu. Comme 50 % des voyageurs environ, ne louent que dans les dernières heures, la perte journalière se chiffre à peu près à 6.000 francs, soit 150.000 francs par mois. La même opération se reproduit dans le sens du retour. Elle se répète sur les autres régions. Ce qui fait dans les 700.000 francs mensuellement.

Ajoutez que, dès que ce petit jeu sera connu, la plupart des clients attendront les dernières heures. La perte se chiffrera alors aux alentours de 1 million 500.000 francs par mois !

Naturellement, l'opération ne simplifie pas le jeu des écritures, mais le complique à l'extrême. Ce qui réduit la facilité d'exécution du travail, et oblige à mettre un employé supplémentaire en certains moments.

Remarquons que les usagers de ces trains se moquaient royalement de cette réduction de 40 francs. Ils n'en sont pas à compter par billets de 10, ni même de 100 francs : ils comptent par « coupures ». Ils ont accueilli ce ca-

deau avec un sourire ironique. Il y a de quoi.

On voudrait quand même savoir si les ingénieurs et polytechniciens qui ont conçu cette combine travaillent pour la S.N.C.F. ou pour une entreprise de sabotage. Pour mille francs de déficit dans la caisse d'un vendeur de billets, on le traduit devant le conseil de discipline et on le renvoie. Nous supposons que les auteurs de cette remarquable invention, qui accélère un peu plus la faillite de la S.N.C.F., seront punis assez radicalement.

Dédié à M. Chastellain, ministre des Transports, à M. Tisser, président du Conseil d'administration, à M. Armand, directeur général. En faisant confiance à leur naturelle impartialité.

Et à leur entière disposition pour tout complément d'information sur cette petite histoire, qui dépasse de loin l'esprit de routine, la gabegie ou l'incapacité contre quoi tonne le Pellenc que chacun sait.

Au fait, qu'est-ce qu'il attend pour l'ouvrir un peu, celui-là ?

RENE GUY.

## Autour du Congrès

La Région parisienne avait organisé, salle Sussat, un gala, afin que le Congrès ne soit pas placé sous l'unique signe du travail, mais aussi sous celui de la joie qui aurait fait jaillir une pléiade d'artistes.

Tout à tour LEO CAMPION, JACQUES CATHY, PAULETTE CHAR-DIN, GABRIELLO, JANE GARDON, JACQUES GRELO, RENE-PAUL GROFFE, HENRY MURRAY, RACHEL LANTIER, CORA VAUCAIRE, NATHALIE NATTIER, DADZU, PAUL BON-NAMY, enchantèrent l'auditoire et créèrent une ambiance de non conformisme, de détente et d'émotion artistique.

Merci à vous tous, chers amis, d'avoir prêté gracieusement votre concours au gala de notre Congrès.



# CULTURE ET RÉVOLUTION

## LE PRÉSENT ET L'ESPOIR

L'OBJECTIF de tous ceux qui veulent en finir avec un régime qui gaspille la production ou la freine selon que les cours sont à la hausse ou à la baisse doit être de supprimer le patronat et les sociétés anonymes et remplacer ce commandement de l'économie par la direction syndicale de toutes les industries.

Il est évident qu'une semblable transformation avec toutes les résistances, tous les egoïsmes concertés, toutes les routines, exige une longue préparation.

La classe capitaliste est encore très forte malgré les multiples condamnations prophétisant son agonie et l'Etat qui l'interpénètre, la réglemente et la protège, dispose de plusieurs centaines de milliers d'hommes armés de tout l'outillage de guerre et de répression que la technique a mis au point.

La grande tâche est de changer le mode de direction de la production et de changer la forme de la propriété. La socialisation de l'économie doit être possible sans qu'il soit pour cela nécessaire de socialiser les esprits. Les comités syndicaux et fédéraux des centres industriels prendront la direction de leurs industries. Un comité fédéral nommé par l'Assemblée fédérale, formé lui-même par les délégués des syndicats, devra représenter une branche d'industrie dans son ensemble, l'Assemblée fédérale prenant alors la direction économique de l'industrie et le comité fédéral la direction administrative. Cette gestion directe, transformant l'entreprise en fonction sociale aura tout fait de résoudre le problème du plein emploi, du droit au travail et du droit à la vie sans avoir pour cela besoin de pondre de gros bouquins savants traitant des diverses variétés de chômage. La nécessité d'élever très rapidement les standards de vie créera un vaste débouché et l'utilisation sans frein du machinisme permettra de conquérir des heures supplémentaires de liberté sur le travail. A notre sens, la liberté étant surtout de disposer le plus possible de soi-même, à sa guise, dans le cadre des règles sociales.

### Réorganisation de l'économie

En créant l'unité d'entreprise l'économie syndicale libertaire aura simplifié l'économie dans son ensemble et les parasites, hommes de loi, agents de change, spéculateurs, banquiers et tous les épongesurs de plus-value qui se justifient par la séparation du travailleur de son produit, par un système qui individualise les bénéfices et socialise

les pertes, tous les parasites qui font faire un trajet aux marchandises dont le moins que l'on puisse dire c'est qu'il n'est pas gratuit, tous ces parasites seront intégrés dans la production, dans la répartition, dans la distribution. En supprimant les possibilités de parasitisme, on supprimera les parasites.

Il est évident que tout cela ne s'accomplira pas avec des discours. Les institutions nouvelles qu'il faut créer : communes libres, coopératives de gros et de détail dépourvues de leur gangue capitaliste et de leur législation étatique, produiront des changements de diverses grandeurs dans les mœurs, dans les mentalités : un monde neuf exige des hommes neufs.

Pourrait-on effectivement créer une société humanisée avec des âmes capitalistes s'appuyant sur des valeurs capitalistes ? Ce serait un non sens et s'il faut maintenir l'inégalité économique en attachant le privilège à la fonction sociale au lieu de l'attacher à la propriété des instruments de production, il n'est pas besoin de révolution sociale pour cela. Le capitalisme occidental est en train d'accomplir cette étape. Aujourd'hui il a normalisé ses produits afin de prospecter le marché en profondeur et continuer la course au profit. Et la mécanisation du travail a abouti dans une large mesure à transformer les salaires en dividendes, le seul frein à cet abus bien capitaliste étant la puissance du syndicalisme politisé sans doute, mais représentant une force de concentration que le grand patronat redoute, avec lequel l'Etat aime à composer en le soutenant parfois pour le mieux avoir en main, puisque de toute manière, ce soutien n'a aucun sens, étant donné que le capitalisme industriel, commercial, financier monopolisant avec l'Etat la formation des prix, se soulagent toujours sur le consommateur, le contribuable et l'usager de certains sacrifices de circonstance. Ce cercle vicieux avec une habile propagande sociale contribue à déciller tous les jours davantage de travailleurs qui s'éveillent psychologiquement à la gestion directe.

Avec son frère, le paysan, et son associé le technicien dont il ne faudra pas faire un technocrate, l'ouvrier donnera une solution au problème angoissant : produire pour consommer. Et de la solution de ce problème d'autres solutions seront possibles, celles de la paix dans sa forme sociale et surtout dans sa forme mondiale.

ZINOPOULOS.

## Un festival J.-S. Bach

## PABLO CASALS et la LIBERTE

PABLO CASALS est un musicien espagnol célèbre dans le monde entier. Pendant la révolution, il s'est toujours trouvé du côté des nôtres ; il a multiplié, même dans les périodes les plus dangereuses, ses efforts en vue d'une éducation musicale des masses. Mains de nos camarades espagnols se souviennent des récitals du prestigieux violoncelliste entendu pendant une accalmie sur le front de la guerre ou une pause sur le front du travail...

Or, depuis la victoire franquiste, plus de nouvelles de Casals. La raison en est ceci : Casals a décidé de ne plus paraître en public jusqu'au renversement de Franco. Et il a tenu parole. On sait qu'il a repoussé les sollicitations les plus pressantes de la part des mélomanes les plus illustres. Successivement, Londres, Paris, New-York et Philadelphie ont reçu des réponses négatives. Finalement, ce sont les célébrités musicales du monde entier qui se sont rendues à Prades, petit village près de la frontière espagnole où Casals s'est fixé. C'est ainsi qu'un Festival J.-S. Bach s'est organisé depuis le 1<sup>er</sup> juin, et tous les soirs Jean-Sébastien revit par sa musique.

Mais, à Paris, un silence presque unanime s'est établi autour de cet événement international. Pourquoi ? G. Altman nous l'explique en ces termes :

Dans certains milieux qui touchent de près la politique, le mot d'ordre est de considérer le festival Bach-Casals comme une « manifestation ». En un

mot, Jean-Sébastien Bach est devenu anarchiste.

Et puis, il y a les petits copains musiciens de Paris qui trouvent qu'il y a trop d'étrangers dans l'orchestre choisi et rassemblé par Casals. Certains vont même jusqu'à dire « trop de juifs ! »

Et puis, il y a, murmure-t-on, le Quai d'Orsay. Que vient faire, direz-vous, le Quai d'Orsay dans cette affaire ? Eh ! Eh ! C'est peut-être la vraie, la profonde raison du silence et du boycott. Le Quai d'Orsay n'est point, on le sait, le refuge de la liberté et de la hardiesse d'esprit, le Quai d'Orsay ou plutôt certains au Quai d'Orsay, ont peur, paraît-il, de ce festival Casals. Oui, peur, à cause de Franco qui n'est pas loin et avec qui l'on négocie quelques affaires commerciales.

Et voilà ! Pour notre part, nous ne pouvons qu'applaudir au geste de Casals, avec une réserve cependant : s'il est un fait qu'il est fort honorable pour ce musicien d'attendre dans la retraite et le silence, le renversement du régime franquiste, peut-être aurait-ce été encore mieux de consacrer son talent à aider la lutte des obscurs combattants qui CREVENT tous les jours parce qu'ils manquent d'armes, de vivres ou de matériel.

Un « Pablo Casals » pourrait faire beaucoup pour la révolution. Il pourrait en faire plus qu'il ne fait actuellement.

Mais il n'est pas trop tard pour sauver des victimes, même pour d'autres que Pablo Casals.

LERINS.

## PROBLEME ESSENTIEL

# L'entr'aide sociale et la salubrité

L'ETAT moderne s'est chargé et tend à se charger de plus en plus du soutien de tous les membres de la société qui, pour une raison ou une autre, sont dans l'impossibilité de gagner leur subsistance. Selon les nations, et leur richesse, cette aide, lorsqu'elle est pratiquée, est plus ou moins insuffisante. Si l'on analysait les raisons profondes qui ont poussé à

Si insuffisantes que soient cette assistance, ces pensions, ces retraites, on ne peut nier qu'elles constituent un progrès sur l'époque où l'on ne donnait absolument rien. Celui qui raisonne objectivement verra par exemple, dans l'aide apportée aux familles nombreuses, une pratique communiste, dans le large sens du communisme que nous avons toujours défendu et

que son budget de guerre. Ces quatre milliards représentent dix mille francs par habitant et par an. Si nous prenons le nombre de personnes « actives », — la moitié de la population — cela fait environ vingt mille francs pour chacune d'elles.

Allons plus loin. C'est dans les entreprises d'Etat que les charges sociales sont les plus élevées. Tandis que dans le secteur privé elles sont d'environ 42 pour cent du salaire, elles s'élèvent à 83,3 pour cent dans la Société Nationale des chemins de fer, qui embrasse tous les réseaux de France, à 77,4 pour cent à l'Electricité de France, à 77,8 pour cent dans les Charbonnages nationalisés. Le fait que le pourcentage soit inférieur dans le secteur de l'Electricité et dans celui des Charbonnages est imputable à ce que leur nationalisation est beaucoup plus récente que celle des chemins de fer. Quand elle sera aussi vieille, le même pourcentage sera probablement atteint. Dans une récente discussion au Parlement, le ministre des Transports déclarait que, pour un personnel actif de 475.000 personnes environ, il y avait aux chemins de fer 375.000 retraités.

Ce qui aggrave les choses, c'est que la majorité de ces retraités ne touchent pas, et de loin, ce qu'il faut pour vivre. Ils demandent donc, constamment, l'augmentation de leur pension ou de leur retraite. D'autre part, les chemins demandent des reclassements, des augmentations de salaire. Pour satisfaire les uns et les autres, il faudrait augmenter le prix du transport que les voyageurs de troisième classe, ouvriers et paysans, devraient aussi payer plus cher...

Qui pourrait donner une idée, même approximative, du fatras de lois, décrets, ordonnances, circulaires, sentences et arrêts faisant juridiction, par lesquels se régissent les différents aspects des catégories d'assistance assurées par l'Etat ? Et surtout, qui pourrait dénombrer la multitude de services, bureaux, commissions, employés, fonctionnaires, inspecteurs, médecins, spécialistes divers payés pour l'étude des cas généraux et particuliers, des expertises et contre-expertises afin

d'établir les degrés d'invalidité, d'incapacité de travail, etc. ?

Le seul nombre de lois et d'articles de lois classifiant, dosant ces différents degrés est effrayant. Celui des spécialistes chargés d'établir le pourcentage de blessure causé à un œil, une main, une jambe, un pied, etc., écrasant. Ajoutez les disputes légales, les procès, les renvois en Cours de cassation, les frais d'avocats : tout cela se chiffre par centaines de millions qui, ajoutés au coût de la bureaucratie spécialisée, suffiraient pour assurer une existence confortable à des milliers et des milliers de vieillards.

Nous ignorons combien les dépenses administratives de personnel absorbent en France du budget de la Sécurité, mais il n'est pas inutile de rappeler qu'en 1944 cette même bureaucratie absorbait 26,1 % du total, et l'année suivante 25,2 %.

Telle est, rapidement résumée, l'imperfection du système, qui pourtant, nous le reconnaissons à nouveau, est un progrès indiscutable et important sur l'état de choses d'il y a un siècle.

Gaston LEVAL.

(à suivre.)

## Etudes Anarchistes

### LE NUMERO 6 EST PARU

Sommaire

1. Révision ? Editorial. 2. Leader et auto-organisation. Fontaine. 3. Syndicalisme vivant. Parane. 4. La technique de la distribution socialiste. Leval.

Abonnement : France, 5 numéros, 175 fr.; 10 numéros, 350 fr. Etranger, 5 numéros, 200 fr.; 10 numéros, 400 francs. Le numéro, 40 francs.

### ATTENTION !

La correspondance et les versements pour Etudes Anarchistes doivent parvenir à Robert JOULIN, 145, quai de Valmy, Paris (10<sup>e</sup>). C.C.P. 5561-76 Paris.

## Billet du Militant

## ECRIRE UN ARTICLE

La plupart de nos militants et de nos sympathisants éprouvent, tôt ou tard, le désir de participer à notre propagande écrite. Ils sentent le besoin de faire connaître à l'ensemble des camarades leurs efforts, leurs succès ou leurs échecs, ou encore l'aspect que prend le front prolétarien dans leur domaine particulier. Or, la majorité d'entre eux recule devant la réalisation de leurs projets car disent-ils, « nous ne savons pas écrire correctement ».

Aussi allons-nous essayer de leur communiquer quelques indications quant à la manière de procéder :

A. — *Les éléments* : En général, pour écrire quelque chose de valable, il faut, en premier lieu, disposer d'une documentation sur le sujet choisi. Cette documentation devra être, si possible, « originale » et relater des faits généralement peu connus, mais il ne faut pas tomber dans l'excès : il faut éviter les « potins », les « ragots » !

En second lieu, il est important de tenir compte du but que vous poursuivez. Les articles les plus lus, en général, sont ceux qui tirent leur intérêt, soit de l'actualité, soit de leur destination à un groupe social particulier. Essayez de vous mettre à la place de vos lecteurs !

B. — *La réalisation* : Il s'agit avant tout d'établir le plan de votre texte et d'observer une certaine méthode d'exposition. Votre plan comprendra une introduction, une ou plusieurs parties formant le corps du développement, et une conclusion.

Pour la méthode d'exposition, il faut se souvenir que l'introduction a pour but de situer votre sujet, de le rattacher à des faits plus généraux, que votre argumentation se doit d'exposer clairement d'abord les thèses adverses ou l'apparence des événements, ensuite votre propre thèse ou votre propre conception de la réalité.

La conclusion devra résumer le tout et montrer les conséquences qu'entraîne l'adoption de la démonstration que vous avez effectuée.

La rédaction, le style, viennent facilement ensuite, lorsque l'on a mis de l'ordre dans l'argumentation. Il suffit d'être simple, de ne pas s'embarasser dans de longues phrases, n'utiliser que des mots dont on est sûr.

C. — *Utilisation* : S'il s'agit d'un article, il faudra évidemment le faire parvenir au journal auquel vous le destinez. Mais, il ne faut pas oublier de tenir compte de tout ce que vous avez élaboré, pour étayer votre documentation personnelle.

Les camarades doivent savoir qu'il est extrêmement important de nous tenir au courant de l'évolution de la situation, partout où c'est possible. Aussi, nous leur demandons de faire un effort pour renforcer autant notre *Libertaire*, que notre documentation.

D'ailleurs nos rédacteurs sont prêts à remédier aux erreurs de présentation des informations que les camarades leur communiquent.

Donc à vos plumes

## CONCLUSIONS DU 5<sup>e</sup> CONGRÈS DE LA F.A. sur l'état des masses

Le Congrès estime :

1<sup>o</sup> Qu'il est plus juste de parler de

découragement momentané que d'apathie des masses, en France.

2<sup>o</sup> Que ces masses attendent un réveil et qu'elles n'ont pas encore rencontré ou reconnu clairement l'élément qui pourrait les rassembler pour l'action et que le mouvement anarchiste se doit de constituer.

3<sup>o</sup> Que l'expression « masses », bien qu'elle représente une réalité et une unité d'aspirations en certaines périodes, ne rend pas compte

de la diversité des milieux et de toutes les couches sociales.

Le Congrès décide :

1<sup>o</sup> Que l'action de la F. A. devra comporter un programme d'action détaillé et précis orienté en direction des divers milieux, en tenant compte de leur mentalité propre, plan de travail permettant de coordonner les efforts de tous les militants.

2<sup>o</sup> Qu'en conséquence soit établi avec précision, sur chaque point étudié, la méthode d'agitation et le plan de travail.

la donner, on conclurait, en synthèse, qu'elles sont de deux genres : d'une part, l'évolution progressive de la conscience humaine, fruit de cent influences diverses réagissant contre l'ancien cloisonnement absolu des castes et des classes, et d'autre part, la nécessité, pour l'Etat et pour les capitalistes, de faire aux travailleurs, des concessions qui les dévient de la révolution. On pourrait ajouter un facteur d'importance croissante : la pénétration des partis dits ouvriers dans l'Etat, partis composés d'une majorité de travailleurs de diverses catégories, qui se servent de leur formation politique pour obtenir le plus de satisfaction possible.

Aujourd'hui, en France, en Angleterre, en Belgique, en Hollande, au Danemark, en Suède, en Norvège, en Nouvelle-Zélande, en Australie, en Afrique du Sud, l'assistance sociale fournie grâce à l'Etat, relativement à son absence totale au dix-neuvième siècle, très avancée. Elle l'est moins, mais existe cependant dans d'autres pays comme l'Italie, l'Espagne, l'Autriche, et les nations d'Amérique du Sud et du Centre. Son retard aux Etats-Unis provient surtout du plus grand bien-être dont jouissent l'ensemble des habitants, et qui la rend moins nécessaire (1).

Dans le premier groupe de pays que nous avons énuméré, l'Etat secourt l'orphelin, l'enfant de la fille-mère, l'enfant abandonné, l'enfant des familles nécessiteuses ou nombreuses, etc. ; l'invalidité, l'infirme, le malade ; il assure parfois aux veuves, aux pères et aux mères de famille, une aide plus ou moins grande ; il secourt les chômeurs ; en prenant à son compte l'organisation de l'assurance-accidents, de l'assurance-maladie, il joue un rôle qui a été longtemps dévolu à des compagnies de caractère privé ; il assure aussi, aux hommes et aux femmes qui ont atteint l'âge fixé pour la retraite, une pension plus ou moins élevée, toujours selon les pays, leur richesse, et la répartition du budget. Il aide dans bien d'autres cas encore.

(1) Selon les campagnes menées, elle ne tardera pas à y apparaître.

## Lisez... Le tome I HISTOIRE DEL'ANARCHIE

de ALAIN SERGENT et CLAUDE HARMEL

Edition courante sous couverture, jaquette noire avec une lithographie d'époque

690 fr. Franco : 785 fr. recommandé Sur Velin blanc : un exemplaire numéroté : 1500 fr. ; franco, 1.595 franco recommandé

LERINS.

## SERVICE DE LIBRAIRIE

BLANC : Confusion de peines, 255 fr. (285 fr.). — Joyeux fait son fourbi, 255 fr. (285 fr.). — Le Temps des Hommes, 255 fr. (330 fr.). — J. HUMBERT : Sous la Cagoule, 50 fr. (80 fr.). — HAN RYNER : Face au public, 200 fr. (230 fr.). — A. de MALANDIER : La Tétralogie de R. Wagner, 250 fr. (295 fr.). — ALBERNY : Les Coupables, 180 fr. (210 fr.). — F. PRIEST : Perdu dans le désert, 180 fr. (210 fr.). — A. LORULOT : Fleur de Poésie, 150 fr. (180 fr.). — J. SOUF : FRANCE : Le Couvent de Gomorrah, 200 fr. (230 fr.). — R. NIE : Tout un monde, Les On, 225 fr. (255 fr.). — C. VIRGIL GHEORGHIU : La vingt-cinquième heure, 390 fr. (420 fr.). — UPTON SYNGLAIER : Le Christ à Hollywood, 200 fr. (230 fr.). — Hervé BAZIN : Viperie au Poing 280 fr. (315 fr.). — Ignazio SILONE : Pontamara, 285 fr. (315 fr.). — Jean GIGNO : Noël, 315 fr. (385 fr.)

DIVERS

A. LORULOT : Sa Majesté l'Amour, 750 fr. (820 fr.).

### PHOTOS (cartes postales)

S. FAURE (Portrait d'art), 35 fr. (50 fr.). — P. KROPOTKINE, 20 fr. (35 fr.). — C. BERNIERI, 25 fr. (40 fr.).

### BIOGRAPHIE-SOUVENIRS

Hem Day : Francisco Ferrer, 30 fr. (40 fr.). — F. Planche : Louise Michel, 150 fr. (180 fr.). — Kropotkine, 210 fr. (240 fr.). — Durlof, 150 fr. (180 fr.). — Sainte-Beuve : Vie de Proudhon, 270 fr. (300 fr.). — L. Lecoin : De Prison en prison, 160 fr. (190 fr.). — J. Humbert : Sébastien Faure, 180 fr. (210 fr.). — Jules Vallès : L'Enfant, 125 fr. (155 fr.). — Le Bachelier, 125 fr. (155 fr.). — E. Renan : Souvenirs d'enfance, 30 fr. (40 fr.). — G. Delacaze : Oubliés : Auguste Lumière, 75 fr. (90 fr.). — Sous le sceptre d'Anastase, 250 fr. (280 fr.).

### SYNDICALISME

G. Yvetot : L'A.B.C. du Syndicalisme, 15 fr. (25 fr.). — Griffuelhes : Le Syndicalisme révolutionnaire, 10 fr. (20 fr.). — F. F.A. : Les Anarchistes et l'activité syndicale, 20 fr. (30 fr.). — E. Rotor : Le Syndicalisme et l'Etat, 12 fr. (22 fr.). — F. Peloutier : Histoire des Bourses du Travail, 270 fr. (300 fr.). — P. Besnard : L'Ethique du Syndicalisme, 75 fr. (105 fr.). — Le Monde nouveau, 140 fr. (170 fr.). — XX. : Léon Jouhaux, voici l'homme, 40 fr. (55 fr.). — J. Rennes : Syndicalisme français, 200 fr. (230 fr.). — Jean Jacques : Vie et mort des Corporations, 125 fr. (155 fr.).

### PHYSIQUE - BIOLOGIE SOCIOLOGIE, ETC...

Buchner : Force et Matière, 240 fr. (285 fr.). — Haeckel : Histoire de la Création, 450 fr. (520 fr.). — R. H. Hux-

ley : Du Singe à l'Homme, 180 fr. (210 fr.). — G. Matise : Qu'est-ce que le matérialisme, 12 fr. (17 fr.).

Prière d'ajouter 25 fr. si vous désirez que notre envoi soit recommandé. Nous ne répondons pas des pertes postales, si le colis n'est pas recommandé. Tous les envois de fonds doivent parvenir à JOULIN Robert, 145, quai de Valmy, Paris (10<sup>e</sup>), C.C.P. 5561-76.

### Cette semaine vous lirez avec plaisir

### LE SIXIEME EVANGILE de Raymond ASSO

300 fr. Franco recommandé 355 fr.

En vente au « Libertaire » C. C. P. R. Joulain 5561-76

### ESSAIS - PHILOSOPHIE

Han Ryner : Crépuscule, 120 fr. (150 fr.). — Dans le Mortier, 120 fr. (150 fr.). — Amant ou Tyrant, 120 fr. (150 fr.). — Songes Perdus, 120 fr. (150 fr.). — La Souffrance et le Veston, 120 fr. (150 fr.). — Bouché d'Or, 120 fr. (150 fr.). — La Tour des Peuples, 280 fr. (310 fr.). — Le Père Diogène, 75 fr. (105 fr.). — Les Apparitions d'Ahasvérus, 75 fr. (105 fr.). — Chère Pucelle de France, 75 fr. (105 fr.). — L'Amour Plural, 75 fr. (105 fr.). — Le Sphinx Rouge, 150 fr. (195 fr.). — La Vie Eternelle, 60 fr. (90 fr.). — Déterminisme et Libre Arbitre, 20 fr. (30 fr.). — Petite Causerie sur la sagesse, 40 fr. (55 fr.). — Maltatuli (en espagnol), 40 fr. (55 fr.). — Lecta, 40 fr. (50 fr.). — Max Stirner : L'Unique et sa Propriété, 325 fr. (355 fr.). — R. ASSO : Le Sixième Evangile : 300 fr. (330 fr.).

### EDUCATION SEXUELLE NEO-MALTHUSIANISME

J. MARESTAN : Education Sexuelle, 250 fr. (280 fr.). — Dr NAGUIB RIAU : Le Bonheur Intime, 390 fr. (435 fr.). — M.

DEVALDES : La Maternité Consciente, 75 fr. (105 fr.). — J.M. LAMY : Du Clan Primatif au Couple Moderne, 75 fr. (105 fr.). — A. LORULOT : L'Education Sexuelle et Amoureuse de la Femme, 150 fr. (180 fr.). — La véritable Education sexuelle, 300 fr. (330 fr.). — Morale sexuelle chrétienne ou libertaire, 25 fr. (35 fr.). — Louis HOBLEY : Morale de l'Eglise et morale laïque, 15 fr. (25 fr.).

### PEDAGOGIE

S. A. T. : Grammaire expérimentale, 120 fr. (150 fr.). — G. GIROUD : Compus, 240 fr. (310 fr.). — A. JOUINNE : Une Expérience d'Education Nouvelle, 75 fr. (105 fr.). — M. MARTINI : Culture Prolétarienne, 200 fr. (230 fr.). — C. ABUT : Les Oseaux : Maison d'enfants, 260 fr. (290 fr.). — S. GLODEAU : Une Humanité, une Langue, 30 fr. (40 fr.).

### ROMANS D'AVANT-GARDE ET DOCUMENTS

A. KOESTLER : Croisade sans Croix, 210 fr. (240 fr.). — Un Testament Espagnol, 180 fr. (210 fr.). — La Lie de la Terre, 240 fr. (285 fr.). — La Tour d'Ezra, 350 fr. (395 fr.). — Le Bar du Crépuscule, 180 fr. (210 fr.). — A. SERGENT : Je suivis ce mauvais garçon, 100 fr. (140 fr.). — J.



CHEZ LES MINEURS

## « Accidents » du travail

Le 10 juin, parvenait la nouvelle du sauvetage des 7 mineurs de la fosse Agache, ensevelis depuis 9 heures à 480 mètres de profondeur. Déjà le 7 juin une explosion s'était produite au siège 6 de la mine Bruay, dans le Pas-de-Calais. Deux victimes : la première est Tadeusz Rawinsky, qu'il a été possible de ranimer. La seconde est le frère de ce dernier, Bronislaw Rawinsky et celui-ci a trouvé la mort.

Il est établi que dans ce cas, comme dans tant d'autres, les organisations syndicales étaient intervenues AVANT « L'ACCIDENT » pour demander l'amélioration des conditions de sécurité. Leur demande n'a pas eu de suite...

Le 1<sup>er</sup> juillet 1949 (1) la première page de notre « Libertaire » était consacrée à la culpabilité des bureaucrates à propos des catastrophes minières. Nous y affirmions, et il n'est, hélas, pas inutile de le répéter, que :

a) Aucun fonctionnaire, dans un bureau situé à des milliers de kilomètres des lieux du travail, ne peut ni ne doit faire quoi que ce soit. C'est sur le lieu même que le responsable doit être choisi.

b) Ni l'Etat, ni le « Syndicat », ni l'entreprise capitaliste, ne peuvent être efficaces dans la protection de la vie, ces institutions étant également constituées de bureaucraties irresponsables.

c) Les mineurs doivent, s'ils veulent vivre, s'organiser eux-mêmes en accord avec tous les travailleurs et prolétaires pour remédier aux maux de l'étatisme, du bureaucratisme et du capitalisme.

Le 15 juillet 1949, le « Libertaire » passait devant la 11<sup>e</sup> Chambre correctionnelle de Paris pour avoir défendu le droit des mineurs à faire grève, pour avoir demandé aux autres travailleurs de les soutenir en déclenchant la grève générale expropriatrice et gestionnaire. Et naturellement, nous étions condamnés.

Or, depuis cette date, depuis l'accident qui coûta la vie aux 111 mineurs de Centralia, dans l'Etat de l'Illinois (U.S.A.), aux 13 mineurs victimes du coup de grisou qui se produisit le 26 mars 1946 à la fosse d'Oignies, à tant d'autres aussi bien en France, qu'en Belgique, en Allemagne, qu'en Afrique du Sud, aux U.S.A., qu'en Haute-Silésie, la liste des victimes est longue. En France, les décrets Lacoste ont aggravé la situation.

Mais nos camarades savent bien que ce n'est pas fini, que les mêmes causes reproduisent inéluctablement les mêmes effets. Ils ouvrent pour extirper le mal à sa base et leur nombre va croissant.

Charles DEVANÇON.

Dernière minute : On nous communique de Liévin que dans la nuit de jeudi à vendredi, un nouvel éboulement s'est produit au puits 3.

Le jeudi 8 également à la Taille St-Mathieu de Bessèges (Gard) un mineur a été écrasé par la chute d'un bloc de 500 kilos.

(1) Voir « La Bureaucratie démocratique assassine les mineurs » « Libertaire » du 1-7-49.

## REVUE de la PRESSE syndicale

André Viot dans *Force Ouvrière* (8-6-50) précise la position de la C.G.T.F.O.

« ...Le plus honteux du procédé réside dans la restriction et dans la spéculation sur la peur. Restriction, car on n'ose pas parler de toutes les armes, et duperie, car on veut faire raisonner les gens après les avoir effrayés. Pourquoi alors ne pas parler de la guerre tout court, des armes tout court et du seul moyen connu des hommes pour élever une guerre quelle qu'elle soit : l'ouverture des frontières, le désarmement général sous contrôle international, enfin les conflits entre nations, soumis à l'arbitrage. Toute propagande pour la paix qui ne s'inspire pas de ces principes élémentaires, n'est, qu'une propagande indirecte pour la guerre. »

La position de Viot a les mêmes dangers que l'Appel de Stockholm, en ce sens, que tous deux tendent à faire admettre la possibilité de sauvegarder la paix, par des accords entre Etats. Et si l'accord ne se réalise pas, de soumettre le différend à l'arbitrage des paladins de l'O.N.U., laquelle, comme sa devancière de Genève, sera impuissante pour éviter la moindre escarmouche.

M. Viot semble oublier le rôle actif qu'il devrait tenir dans la lutte contre la guerre. L'action syndicale y est primordiale. Allons-nous être taxés de propagandistes indirectes pour la guerre, parce que nous ne nous inspirons pas des principes chers à F.O. ?

A propos du débat sur les Conventions collectives, Louis Gallois, dans « Travail et Liberté » (C.T.I. du 3 au 10-6-50) nous donne ce passage savoureux :

« Nous pouvions en toute tranquillité, assurer que le « salaire minimum national, etc... » ne sera pas sensiblement plus élevé que ce qu'il est dès maintenant dans la pratique. Parce que avec une production industrielle qui était aux indices de 115 en mars et 123 en avril (contre 127 et 128 pour les mêmes mois en 1949) ; il n'y a pas un gouvernement sérieux qui puisse prendre la responsabilité de lancer une notable majoration des salaires. C'est désagréable, mais c'est ainsi. Et tous ceux qui tiennent un autre langage ne sont que des menteurs... »

...On commencera à aborder aux vraies solutions quand on agira en vue de porter le niveau de la production française à 10 % au-dessus de ce qu'il était il y a vingt ans. Il y a vingt ans, l'indice de la production était à 130. Il n'y a pas de solution au problème français des salaires aussi longtemps que notre indice de la production n'atteindra pas

# LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers — La terre aux paysans

## A la Sécurité Sociale

# Les minorités et la refonte syndicale

Il y a, chez les employeurs comme chez les salariés, un courant d'opinion qui veut que, quels que soient les vainqueurs, rien ne peut changer en l'état actuel des choses ; que la Sécurité Sociale constitue une lourde charge, une cause d'inflation des prix ; que les bénéfices que la moyenne des salariés en tire sont fort discutables. Cette position rejoint la nôtre en plus d'un endroit. En effet, si la Sécurité Sociale soulage quelques misères, elle n'est pas une panacée. Elle ne fait pas disparaître la cause de ces misères. Elle maintient de criantes inégalités. Elle est incapable de briser le cadre des difficultés au milieu desquelles elle se débat. Sous des dehors d'humanisme secourable, elle est un abécès supplémentaire sur la pauvreté des travailleurs. Nous ne reviendrons pas sur ce que nous avons déjà démontré. Retenons les enseignements qui se dégagent de ces abstentions et voyons les autres aspects de ces élections.

La C.G.T., si elle en sort diminuée, a tout de même 45 0/0 des suffrages exprimés. Ce résultat a été obtenu grâce à d'incroyables manœuvres dans les bureaux de vote, pressions, combines, menaces même. Les troupes de choc ont été mobilisées en totalité. Une véritable loi d'empoigne régnait dans certains secteurs où tous les bulletins des autres organisations avaient disparus. Compte tenu de ces faits, on peut dire que la C.G.T. n'a ramassé que 30 % des voix, c'est-à-dire qu'elle n'a gardé son emprise que sur les « durs » des cellules, qui forment, et resteront, le dernier carré, vaille que vaille.

La C.F.T.C. vient ensuite, avec 24 %. Elle a fait le plein de ses adhérents et sympathisants. N'oublions pas que, pour être plus doucereuses, ses méthodes ressemblent étrangement à celles de la C.G.T. Nous avons déjà dénoncé les troublantes analogies qui les rapprochent si souvent qu'on se demande pourquoi elles ne fusionnent pas...

Ces deux organisations disposent donc de la majorité à laquelle viendront s'ajouter de temps à autre — et peut-être souvent — les employeurs qui professent un saint respect pour certains mots d'ordre cégétistes. N'oublions pas que ce sont les patrons qui poussèrent, en 1946, Ambroise Croizat

L faut d'abord remarquer que les salariés se sont abstenus, aux élections de la Sécurité Sociale, dans une proportion moyenne de 30,5 à 32 0/0. Parmi les employeurs, il y a eu 44 0/0 d'abstentions. On avouera qu'il y a de quoi rester rêveur. On peut, évidemment, expliquer qu'il y aura toujours les éternels pêcheurs à la ligne, dans l'une et l'autre catégorie. Cette réponse nous semble bien simpliste. Quant à affirmer que ce sont là des mécontents qu'aucun programme ne satisfaisait parmi la dizaine de listes en présence, c'est peut-être un peu court.

à la présidence des caisses de Sécurité Sociale de la Seine.

Le reste des voix se partage entre F.O., les Mutualistes et une nuée d'organisations. Et la petite surprise nous vient de la C.T.I. (travailleurs indépendants) qui recueille dans la Seine 3,8 pour 100 des suffrages. La C.T.I. se dit de toute attachée avec le R.P.F. mais son programme est net : collaboration capital-travail. Alors ?

Ces élections, en elles-mêmes, n'ont qu'une valeur fort relative. Elles ont surtout été l'occasion, pour les groupements syndicaux, de se compter.

Nous supposons que les minoritaires ont compris...

Déjà Force Ouvrière lance un appel officiels à un regroupement. Il se fait urgent. Et l'idée d'un congrès ouvrier ouvert à toutes les minorités ainsi qu'aux inorganisés, lancée par la Fédération des Syndicats Autonomes, est à nouveau dans l'air. Nous sommes en mesure d'assurer qu'à moins de manœuvres abortives, que nous saurons fustiger, il se tiendra avant la fin de 1950. Dans l'esprit de la majorité de ses promoteurs, il faut que toutes les tendances y soient représentées, dans

# Dans les boîtes...

### Chez Rosengart

Est-il exact que le temps alloué à deux tôliers-formeurs pour l'arrière d'une voiture Simca s'est trouvé réduit de 14 heures qu'il était en 1948 à 2 heures seulement en 1950 ?

### A Courbevoie

Une petite boîte de Courbevoie dont les bureaux se trouvent rue Auber à Paris applique une méthode de rendement d'un genre assez spécial :

Par des annonces quasi permanentes dans les journaux du soir elle se procure un roulement de main-d'œuvre qui lui permet de remplacer les ouvriers sortants.

Par ce procédé le patron exige et obtient un rendement accru du fait qu'un chômeur qui arrive à se faire embaucher « en met toujours un coup au début ».

La cadence et la nature du travail demandées sont telles que pour se garantir un effectif de 15 ouvriers on estime à 200 le nombre d'embauchés en deux mois.

Les ouvriers exténués demandant généralement leur compte au bout de 2 à 5 jours, ce système présente encore pour le patron un autre avantage : celui de ne pas laisser aux ouvriers le temps de se connaître, de s'organiser ou de créer une section syndicale pour tenter de se défendre.

— Les gréistes peuvent crever... Les seuls qui se voient contraints de rester dans de telles « cabanes », ce sont ceux qui composent la horde des « chômeurs pour faits de grève ». Bien que le motif du licenciement ne puisse légalement figurer sur les certificats de travail, les patrons de la région parisienne se sont donnés le mot.

En effet dans les grosses boîtes les licenciements pour faits de grève, occupation d'usine, résistance aux policiers, etc., ont été effectués tous à la même date. C'est ainsi qu'un licencié de chez Ford, par exemple, qui se présentera à l'embauche avec son certificat portant la date fatidique se verra impitoyablement refusé.

Il existait jadis le « carnet de travail » que les patrons marquaient par

fois à l'encre rouge, privant ainsi le licencié de toute chance d'embauche. Nous voyons réapparaître en 1950 un procédé analogue mais combien plus hypocrite !

L'ouvrier ainsi « marqué » se verra donc placé dans l'alternative : ou bien rester chômeur, ou bien s'il ne veut pas crever de faim, se faire embaucher dans une de ces petites boîtes dont nous parlions plus haut et qui, exigeant un rendement d'enfer, de la part de l'ouvrier se trouvent parfois moins pointilleuses que d'autres sur ses conceptions politiques ou syndicales.

L'ouvrier « marqué » devra donc, pour avoir un certificat, s'écarter pendant un mois ou deux se refaisant ainsi une « virginité ».

### La ronde des heures

Nous avons entendu le dialogue suivant dans une importante chaudronnerie de la rue de Verdun à Suresnes.

A un ouvrier qui se présentait pour être embauché le contremaître, après avoir exigé de lui des connaissances supérieures à celles requises pour sa catégorie professionnelle, vint à parler salaire :

— Vous gagnerez chez nous 103 fr. tout compris, comme P2.

Mais, dit l'ouvrier, dans ma dernière place j'avais 120...

— Vous aviez 120, certes, mais pour combien d'heures de travail ?

46 heures.

— Faites le calcul vous-même, rétorqua le contremaître : ici vous ferez, selon les semaines, 53 à 60 heures... A 103 fr. cela vous fait une paye rudement plus avantageuse que 120 fr. pour 46 heures...

...Et comme congés payés, le sana, ou peut-être le cimetière...

L'ouvrier dit alors des choses qui n'ont pas pu du tout au contremaître, puis il reprit ses certificats, claqua la porte et partit en méditant sur l'attachement des « cadres » à la cause ouvrière...

### Aux Docks du Pecq

La journée de travail terminée le patron demande aux ouvriers de rester

une commune volonté d'entente, de travail et de lutte. Il faut que chacun vienne dire si son chauvinisme syndical, son culte des souvenirs et de certaines sympathies, son orthodoxie révolutionnaire ou réformiste, son conservatisme de boutique, lui tiennent plus au cœur que la misère, que la déchéance sans cesse accrues du bas prolétariat.

Nous saurons alors à qui attribuer les futures défaites.

Il y a, dans la masse des attentistes comme chez ceux qui ont rallié des formations fautes de mieux, un désir impatient de regroupement et de lutte contre le patronat et la C.G.T. politisée. Ceux qui persisteront à l'ignorer feront leur propre perte et le jeu des employeurs.

Quand on a la possibilité d'être fort, rester impuissant est d'une ironie douteuse.

Oui ou non, est-ce pour le prolétariat que nous travaillons, ou seulement pour nous-mêmes ?

Fernand ROBERT.

A BOULOGNE-BILLANCOURT

## Une curieuse faillite

LES établissements « Manutention et évage », 37, rue de Seires, à Boulogne-Billancourt, dont le principal actionnaire est M. Frebault, viennent de déposer leur bilan. Une centaine d'ouvriers, à qui il est dû, en moyenne 90 heures de travail, sont à la rue. Quand seront-ils payés ? Personne ne le sait. L'inspecteur du Travail intéressé, un certain Zanotti, conserve une « neutralité » pour le moins étrange de la part d'un fonctionnaire dont le rôle est de défendre les salariés. N'avait-il pas été jusqu'à accepter que les ouvriers fussent licenciés purement et simplement — ET SANS PAIEMENT — lors de la faillite ? Inutile d'ajouter que ces derniers refusèrent et se considèrent toujours vis-à-vis de leur patron en état d'embauche ; mais cette situation purement platonique ne les avance guère. La maison est fermée, la « justice » s'est mise en mouvement, le patron a « disparu », dans certains foyers la misère s'installe et l'inspecteur » se déclare impuissant. D'ailleurs, il l'a toujours été, au moins en ce qui concerne les établissements en question où le Comité d'entreprise ne fonctionna jamais, où la cantine fut fermée, le patron gardant par devers lui les sommes affectées à son fonctionnement. Etrange « inspecteur », étrange faillite qui, de l'aveu même du syndic, M. Lefèvre, est une « ténébreuse affaire ». On n'est pas arrivé encore à comprendre pourquoi Frebault a déposé son bilan, pourquoi il a exigé la fermeture de sa maison. En effet, celle-ci travaille à plein, des commandes concernant des ponts de 45 tonnes, des instruments divers de levage, attendaient d'être fabriqués, cependant que les fournisseurs, lassés de ne pas être payés, refusaient de livrer ; cependant que les ouvriers étaient à peu près à la même enseigne, mais que les CLIENTS PAYAIENT TOUS COMPTANT.

Il nous importe peu de connaître les dessous de cette affaire, de savoir s'il s'agit de quelque escroquerie, d'une banqueroute frauduleuse ou d'une faillite classique. Nous constatons simplement que l'on peut impunément vouer à la misère une centaine de familles, que des travailleurs peuvent être escroqués grâce à la « loi » et qu'il leur reste à prendre place parmi les créanciers : privilégiés il est vrai — mais APRES le fisc qui a priorité absolue.

Au moment où l'on ne parle que travail, renaissance économique, productivité, que sais-je encore, une entreprise qui n'a jamais vu faillir le nombre de ses commandes ferme ses portes, sous le prétexte d'une faillite des plus louches. Et ceux qui ont volé leurs ouvriers — il n'y a pas d'autre mot — se promènent en liberté, roulent en voiture, possèdent villa et yacht. Mais essayez un peu de voler un pain si vous avez faim... Il vous arrivera ce qui est arrivé à deux travailleurs de « Manutention et Evage ». Le patron, ne les ayant pas payés depuis une quinzaine, ils furent surpris en flagrant délit de vol de quelques clés à molettes. Et le patron, respectueux de la propriété privée et des lois, en paix avec sa « conscience » — sous réserve de déposer son bilan, la loi l'autorisait à voler les salaires de tous ses ouvriers — le patron, dis-je, fit appeler Police-Secours.

Et « l'ordre » fut respecté.

## Après avoir lu

ce journal

## FAITES-LE CIRCULER !

Merci

### A TOUS NOS CORRESPONDANTS

Si vous désirez une réponse à votre courrier, n'omettez pas de joindre un timbre pour la réponse. Nous vous remercions à l'avance. Il ne sera répondu à aucune lettre non conforme aux indications ci-dessus.

tout naturellement organisée mais les fonds collectés étaient insuffisants. C'est alors que deux ouvriers de chez Bronzavia, membres du Comité d'entreprise, remirent aux grévistes des bons de repas prélevés sur leur propre cantine.

Mais la direction s'en aperçut et ces deux ouvriers se sont vu traîner au tribunal. Le résultat ne s'est pas fait attendre.

Le 8 juin, le juge d'instruction Leroy a inculpé d'abus de confiance les deux camarades.

Tout commentaire serait superflu. Les travailleurs de chez Bronzavia, et tous les travailleurs, sont à même de juger de la portée et de la signification de cet acte et de ses conséquences.

La Gérante : P. LAVIN.

Impr. Centr. du Croissant, 19, r. du Croissant, Paris-20.